



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

7 DECEMBRE 2023

DELIBERATION N° 2023-154-DC

Le sept décembre deux mille vingt-trois à 17 heures 30, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le trente novembre deux mille vingt-trois et sous sa présidence

Membres présents :

Président, Jackie GOULET CLAISSE

Vice-présidents, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 167 à 179), Anatole MICHEAUD, Béatrice BERTRAND, Christian RUAULT, Éric MOUSSERION, Éric TOURON

Conseillers délégués, Sophie TUBIANA (sauf 176 et 177), Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT (sauf 176)

Conseillers, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Amelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Pierre DE BOUTRAY, Christian GALLE, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE (de 151 à 166), Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Michel DELPHIN, Myriam de CARCARADEC, Bruno CHEPTOU, François BREE, Patricia COCHET, Sylvain LEFEBVRE, Nicole PEHU, Claudie MARCHAND, Béatrice GUILLON, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Arlette BOURDIER, Bernard HENRY
Michel PONCHANT suppléant Sandrine LION, Michaël LOUVET suppléant Nathalie GOHLKE (de 157 à 179)

Absent(s) / Excusé(s) :

Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Guy BERTIN, Sandrine LION, Alain BOURDIN, Gilles TALLUAU, Isabelle GRANDHOMME, Olivier DESCHARD, Jeannick CANTIN, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Marie-Luce DURAND, Nathalie MORON, Colette GAGNEUX, Laurence CAILLAUD, Catherine EVILLARD, Éric POEHR, Isabelle DEVAUX, Emmanuel BRAULT, Noël NERON, Marc-Antoine NERON, Nathalie LIEBAULT, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Sylvie TAUGOURDEAU, Bertrand CHANDOUINEAU, Patricia VILLARME

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Grégory PIERRE à Thomas GUILMET, Marc BONNIN à Claudie MARCHAND, Alain BOURDIN à Jean-Philippe RETIF, Gilles TALLUAU à Yves BOUCHER, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Olivier DESCHARD à Sylvie BEILLARD, Fabrice BARDY à Isabelle ISABELLON, Laurence CAILLAUD à Bruno CHEPTOU, Catherine EVILLARD à Nicole MOISY, Eric POEHR à François BREE, Isabelle DEVAUX à Sophie TUBIANA (sauf 176 et 177), Noël NERON à Astrid LELIEVRE, Bertrand CHANDOUINEAU à Jean-Pierre ANTOINE

Secrétaire de séance : Amelle PONCET

	DC 151 à 156	DC 157 à 166	DC 167 à 175	DC 176	DC 177	DC 178 à 179
Membres en exercice	81	81	81	81	81	81
Quorum	41	41	41	41	41	41
Présents	51	52	52	50	51	52
Absents - Excusés	30	29	29	31	30	29
Pouvoirs	13	13	13	12	12	13
Votants	64	65	65	62	63	65

AMORTISSEMENT DES PISCINES COMMUNAUTAIRES - CENTRES AQUATIQUES « LES FONTAINES » DE DOUÉ-EN-ANJOU ET « PHILIPPE RIVAIN » DE LONGUÉ-JUMELLES

L'amortissement est la constatation comptable d'une dépréciation de la valeur d'un élément d'actif résultant de l'usage, du temps, du changement de technique ou toute autre cause. C'est en raison des difficultés de mesure de cet amoindrissement que l'amortissement consiste généralement dans l'étalement, sur une durée probable de vie, de la valeur des biens amortissables.

L'amortissement est calculé à partir de la date de mise en service.

L'obligation légale minimum en matière d'amortissement porte sur les biens meubles. Sont également amortissables les biens immeubles productifs de revenus, y compris les immobilisations remises en location ou mises à disposition d'un tiers privé contre paiement d'un droit d'usage sous réserve qu'il ne soient pas affectés directement ou indirectement à l'usage du public ou à un service public administratif.

Aussi, pour mieux répondre aux impératifs d'équilibre budgétaire et dégager l'autofinancement nécessaire au renouvellement des équipements, il est proposé au conseil communautaire d'amortir la totalité des biens immeubles constitutifs des Centres aquatiques « Les Fontaines » situé à Doué-en-Anjou et « Philippe Rivain » situé à Longué-Jumelles.

Conformément à l'article R.2321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil communautaire doit délibérer sur la durée d'amortissement des biens immobilisés.

Les durées d'amortissement doivent correspondre à la durée d'usage des biens en référence au barème préconisé par l'instruction relative à la M57, soit 20 ans pour ce qui concerne les bâtiments.

Par ailleurs, les subventions d'équipements reçues, affectées à la réalisation d'immobilisations amorties, doivent faire elles-mêmes l'objet chaque année d'un amortissement. En l'espèce, l'amortissement de ces subventions est constaté sur une durée identique à celle du bien financé.

Pour ce qui est des biens mobiliers, il est fait application de la délibération n° 2022-102- DC du 17 novembre 2022 fixant les durées d'amortissement applicables aux biens figurant dans les budgets M57.

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire n° 2022-101- DC relative à l'adoption du règlement budgétaire et financier de la nomenclature M57 ;

Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire n° 2022-102- DC du 17 novembre 2022 relative à l'amortissement des biens, subventions d'équipement et fonds de concours au prorata temporis à compter du 1er janvier 2023 de l'instruction M57 et applicable uniquement sur les nouvelles acquisitions après adoption du référentiel M57 ;

Vu l'avis de la commission « Finances - Ressources humaines - Mutualisation et systèmes d'information » du 28 novembre 2023 ;

Considérant l'intérêt pour la collectivité d'amortir les centres aquatiques situés sur son territoire, afin de dégager l'autofinancement nécessaire au renouvellement des équipements ;

Considérant que l'amortissement du centre aquatique « Les Fontaines » de Doué-en-Anjou aurait dû commencer en 2008, conformément aux préconisations du rapport de la CRC adressé en 2015 à l'ex Communauté de Communes de la Région de Doué, il convient de rattraper les amortissements de 2008 à 2022 par écritures non budgétaires ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPLIQUER** la durée d'amortissement de 20 ans à l'ensemble des bâtiments communautaires constitutifs des Centres aquatiques « Les Fontaines » situé à Doué-en-Anjou et « Philippe Rivain » situé à Longué-Jumelles ;
- **D'APPLIQUER** la durée d'amortissement de 20 ans à l'ensemble des subventions d'équipement reçues et affectées aux biens susvisés ;
- **D'AMORTIR** le centre aquatique « Philippe Rivain » situé à Longué-Jumelles à compter de l'exercice 2024, au prorata temporis du solde des travaux ;

D'AUTORISER le comptable public à régulariser les amortissements non comptabilisés sur la période de 2008 à 2022 pour le centre aquatique « Les Fontaines » de Doué-en-Anjou, pour un montant de 4 509 899,10€ (voir annexe 1) ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 64 - Contre : 0 - Abstention : 0

Date de transmission au contrôle de légalité :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Date d'affichage :



Jackie GOULET CLASSE

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »

ANNEXE 1

ÉTAT D'INVENTAIRE (HELIOS)

Exercice : 2023 BUDGET PRINCIPAL Nature : 217314 BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS

Numéro inventaire	Numéro immobilisation	Désignation du bien	Classe	Valeur d'acquisition	Date d'acquisition	Durée amortissement	Amortissement de l'exercice	Amortissements antérieurs	V.N.C. au 01/01/2022
106552	106552	MAD DOUE PISCINE TRAVAUX	reç MaD- Bâtiments publics	6 013 198,82	01/01/2002	20	0,00	5 111 218,98	901 979,84
Total				6 013 198,82			0,00	5 111 218,98	901 979,84
TOTAL GENERAL				6 013 198,82			0,00	5 111 218,98	901 979,84